



Services mobiles | | Accessibilité

TOU.TV | Musique | Jeunesse | Boutique | CBC.ca

Nous avons déterminé une édition pour vous : Ottawa-Gatineau. Est-ce que cela vous convient? Oui Non

Édition Ottawa-Gatineau [Changer]

Vendredi 18 mars 2011 8 h 26

[Se connecter](#)

[Dossiers](#) [Audio • Vidéo](#) [Blogs](#) [Recherche](#)

[Grands titres](#) [International](#) [National](#) [Régional](#) [Économie](#) [Sports](#) [Plaisirs](#) [Santé](#) [Technologie](#) [Science](#) [Arts et spectacles](#) [Réflexion](#) **Télé** **Radio**

[Colombie-Britannique—Yukon](#) [Alberta](#) [Saskatchewan](#) [Manitoba](#) **Ontario** [Ottawa—Gatineau](#) [Abitibi-Témiscamingue](#)
[Montréal](#) [Estrie](#) [Mauricie—Centre-du-Québec](#) [Québec](#) [Saguenay-Lac-Saint-Jean](#) [Est du Québec](#) [Acadie](#)



Abonnez-vous aux fils RSS :

- [Ontario](#)
- [Grands titres](#)
- [Tous les fils RSS de Radio-Canada](#)

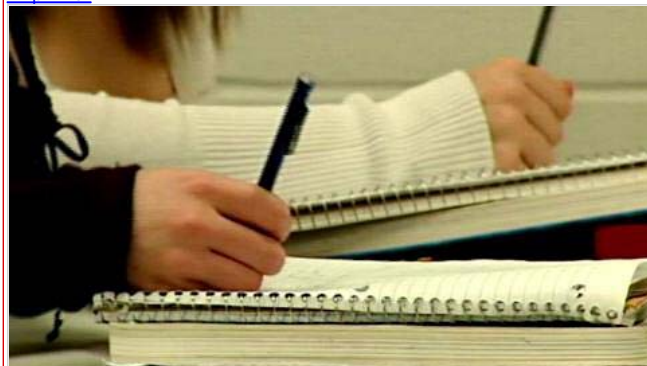
Ontario

Éducation

Des élèves du Québec étudient illégalement en Ontario

Mise à jour le jeudi 17 mars 2011 à 15 h 17

[Commenter \(1\)](#) [Partager](#)[Courriel](#)[Facebook](#)[Twitter](#)
[Imprimer](#)



Des élèves québécois du Témiscamingue étudient illégalement en Ontario.

Le ministère ontarien de l'Éducation compte se pencher sur le cas de dizaines d'élèves québécois du primaire et du secondaire qui étudient illégalement en Ontario.

Radio-Canada révélait récemment que cette problématique prenait de l'ampleur depuis cinq ans entre les Témiscamingues québécois et ontarien.

Les autorités ontariennes de l'Éducation disent avoir l'intention de communiquer avec la Commission scolaire du Lac-Témiscamingue, au Québec, pour discuter du problème.

Pertes pour le Québec et l'Ontario

Le directeur général de la Commission scolaire du Lac- Témiscamingue, Éric Larivière, estime perdre de 300 000 \$ à 400 000 \$ par année en financement du Québec en raison de cet exode.

Éric Larivière

M. Larivière ajoute que le phénomène a aussi des répercussions sur les contribuables ontariens, qui se retrouvent à financer la formation de Québécois, qui donnent une adresse bidon en Ontario.

Les raisons de cet exode sont nombreuses, selon lui. Il cite la proximité géographique, la qualité des programmes ontariens et une note de passage inférieure de l'autre côté de la frontière.

Les conseils scolaires français de la région ontarienne du Nipissing sont avares de commentaires. La directrice de l'éducation au Conseil scolaire catholique Franco-Nord, Cynthia Roveda, se contente de répondre que tous les élèves qui fréquentent ses écoles ont des adresses en Ontario.

**HYPOTHÈQUE
AVEC REMISE
EN ARGENT
DE 5,5 %**

Sur la portion à taux fixe
de votre nouveau prêt
hypothécaire d'un terme
de 5 ans.

► Pensez à l'assurance-prêt

> EN SAVOIR PLUS

**BANQUE
NATIONALE**
GROUPE FINANCIER

ET ACTION!

Mais Mme Roveda ajoute que le Conseil prévoit effectuer des vérifications auprès des parents prochainement.

[audio-vidéo](#)
[Le reportage de Philippe Le Voguer](#)

Les commentaires (1) [Commentez](#)

Trier

[X](#)

Signalez un abus

Signalez dans un commentaire : (Requis)

Commentaire : (Facultatif)

Envoyé par [tashunka47](#)

17 mars 2011 à 13 h 46 HAE

Ce n'est pas pire que d'avoir une fausse ou une deuxième adresse au Québec pour un Ontarien et de voter illégalement dans un référendum comme en 1980 et en 1995. C'est à l'Ontario de faire ses vérifications et de prendre les moyens pour rectifier les choses si des gens trichent, ainsi leur facture sera réduite d'autant.

[En accord \(5\) »](#)
[En désaccord \(10\) »](#)
[Signalez un abus »](#)

Résultats 1 à 1 de 1 1

Commentez cet article

Note: En nous soumettant vos commentaires, vous reconnaissez que Radio-Canada a le droit de les reproduire et de les diffuser, en tout ou en partie et de quelque manière que ce soit. Veuillez noter que Radio-Canada ne cautionne pas les opinions exprimées. Vos commentaires seront modérés, et publiés s'ils respectent la [nétiquette](#).

Vous devez être connecté pour enregistrer un commentaire

[Se connecter »](#) | [Créer un compte »](#)

2500 caractères restants

[Partager](#)[Courriel](#)[Facebook](#)[Twitter](#)

[Haut de page](#)[Imprimer](#)

[Courriel »](#)[Facebook »](#)[Twitter »](#)[Delicious »](#)[Google »](#)[Technorati »](#)[Digg »](#)[Ping »](#)[Reddit »](#)

- [Retour au site régional](#)
- [Retour aux nouvelles régionales](#)



TELUS

Miniportable **gratuit***

avec Internet OPTIK.

[Détails](#)

* Certaines conditions s'appliquent.

RDI EXPRESS

[Radiojournal: Étienne Leblanc relate le départ douloureux d'une enseignante canadienne au](#)

[Radiojournal: L'ONU adopte une résolution pour protéger les civils libyens, explique Jean-François...](#)

[Faq](#)

[Tout le contenu](#)

Téléjournaux régionaux



• [Regardez notre dernier bulletin](#) [Consultez nos bulletins archivés](#)

Téléjournaux régionaux

- [Écoutez notre dernier bulletin \(Sudbury\)](#)
- [Écoutez notre dernier bulletin \(Toronto\)](#)
- [Consultez nos bulletins archivés](#)

[Recherche](#)

Accueil
Grands titres
International
Régional
National
économie
Sports
Plaisirs
Santé
Technologie
Science
Arts et spectacles
Réflexion

Dossiers
Émissions d'information
Blogues et carnets
Audio • Vidéo
Conditions météo
Conditions routières
Conditions de ski
Concours
Témoignage

Radio et télévision

Télévision
RDI
Première Chaîne Radio
Espace musique
Bande à part
Radio Canada
International

Autres sites

Jeunesse
Archives
Tou.tv
Musique
Boutique
CBC.ca

Partenaires

Sirius
TV5
ARTV
Galaxie

Ressources

à propos de CBC/Radio-Canada
Services français de Radio-Canada
L'Agora de Radio-Canada
Aide à la navigation
Foire aux questions
Ombudsman
Pour nous joindre
Emplois
Publicité

Centre des membres

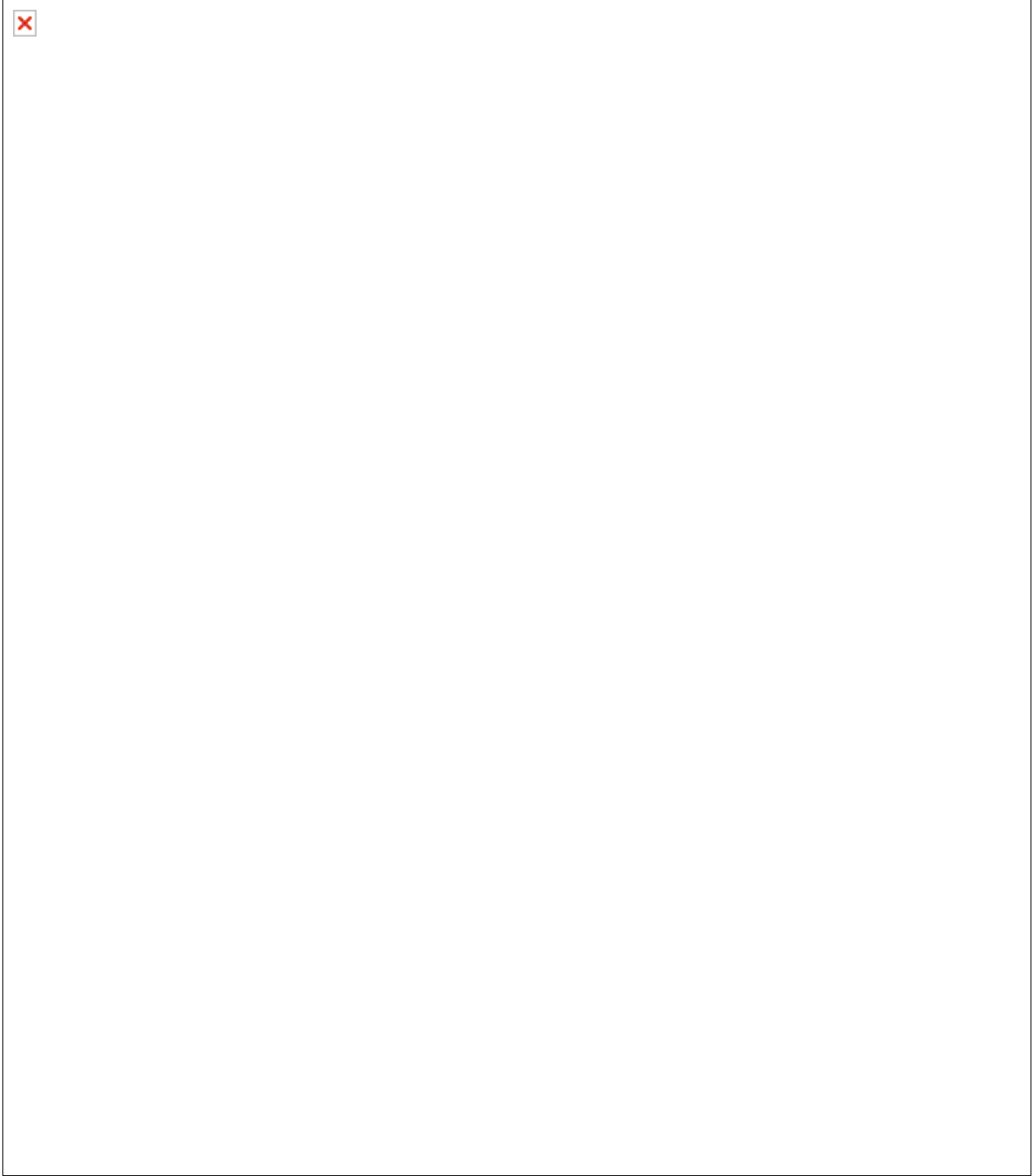
Personnalisation
Mon profil
Services mobiles
Annuaire des réseaux sociaux
Cyberlettre
Widgets
Fils RSS
Baladodiffusion
MP3 en direct

18 mars 2011 | Le Droit | DENISDENISLESSARD LESSARD | La Presse

ÉTUDIANTS ET BOOMERS PASSENT À LA CAISSE

LE MINISTRE BACHAND GARDE LE CAP SUR LE RETOUR AU DÉFICIT ZÉRO

Hausses des frais de scolarité, de la TVQ et des contributions au Régime des rentes sont les constats que les contribuables québécois feront, ce matin, en regardant les faits saillants du deuxième budget du ministre des finances Raymond Bachand. QUÉBEC – Hausse importante des droits de scolarité et pénalités aux papy-boomers qui veulent prendre une retraite anticipée : Raymond Bachand avait les yeux braqués sur le long terme en préparant son second budget.



La Presse Canadienne

« Une contribution à un régime de retraite n'est pas une taxe », a insisté le ministre des Finances, Raymond Bachand, hier, au moment du dépôt de son deuxième budget, dans lequel Québec garde le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014.

Québec garde le cap sur son « plan réaliste » de retour au déficit zéro pour 2013-2014.

L'an passé, le gouvernement a dépensé 700 millions de plus que prévu, mais avec une croissance économique plus vigoureuse (3 %), 1 milliard de recettes supplémentaires ont permis de réduire le déficit de 300 millions pour le ramener à 4,2 milliards \$.

Le tableau change pour l'année financière qui débute : la croissance revient à 2%; le déficit, à 3,8 milliards, est de 900 millions de plus que prévu. Québec renonce à 311 millions de compressions, a reçu 200 millions de moins de ses sociétés et met 300 millions de côté pour des imprévus.

Le second budget Bachand ne va pas chercher de nouvelles taxes ou tarifs. Les contribuables étaient déjà passés à la caisse avec une cascade de mauvaises surprises l'an dernier.

Étudiants et rentiers

Québec annonce que, chaque année pendant cinq ans, les étudiants verront les droits de scolarité augmenter de 325 \$, une majoration de 1625\$ par année en 2016-2017. Une année à l'université coûtera alors 3793 \$ comparativement à 2168 \$ actuellement. Même avec ces hausses, les étudiants québécois ne paieront que 70 % de la moyenne canadienne. Leur contribution correspondra à 17 % du coût de leurs études (elle est de 13 % actuellement). « Il faut avoir les universités les plus performantes, et les frais de scolarité sont une composante », a dit M. Bachand. Le régime de prêts et bourses sera bonifié pour annuler l'impact de la hausse pour les étudiants moins fortunés.

Afin d'assurer la viabilité à long terme du régime de rentes du Québec, le gouvernement annonce une série d'ajustements douloureux. « Pour des raisons démographiques, la caisse de la Régie des rentes sera à sec dans une trentaine d'années », a prévenu M. Bachand. « Une contribution à un régime de retraite n'est pas une taxe », a-t-il insisté.

On augmente donc progressivement, de 5 à 6 %, la pénalité actuarielle annuelle pour ceux qui veulent partir à la retraite à 60 ans, ce qui est le cas d'environ 60 000 personnes par année. Avec un salaire de 48000 \$ – le maximum assurable – ces nouveaux retraités verront à terme leur rente annuelle, actuellement de 8000 \$, amputée de 691 \$.

Québec hausse aussi le taux de cotisation des salariés et des employeurs de 0,1 % par année pour la faire passer de 9,9 % à 10,8 % de la masse salariale. Au maximum assurable, salariés et employeurs se partageront une hausse annuelle de 67 \$.

En dehors des droits de scolarité et des rentes, il n'y a pas de grandes manoeuvres dans le budget d'hier – M. Bachand avait frappé fort l'an dernier avec des hausses de la TVQ et la « contribution santé » de 200 \$.

Cette année, on saupoudre des millions dans diverses mesures: 17 millions iront à la réalisation du Plan Nord – un projet toujours vague, hier – et 45 millions à des mesures pour mieux exploiter les richesses minières, gazières et forestières.

Québec injectera à terme, dans trois ans, 25 millions pour que les élèves de sixième année reçoivent un enseignement intensif de l'anglais.

Dès la rentrée 2011, les écoles auront accès à 240 millions pour des ordinateurs et des tableaux interactifs.

On annonce aussi la création de 15 000 places supplémentaires en garderies subventionnées, un engagement reporté toutefois de 2013 à 2016.

Une série de mesures pour favoriser le maintien à domicile des aînés obtiendront une quinzaine de millions dès cette année.

Dettes de 183 milliards \$

Le portrait des dépenses est plus complexe. Les dépenses de programmes, 61 milliards, augmentent de 2,4 %, essentiellement parce que Québec isole les contributions des fonds importants mis en place l'an dernier pour les infrastructures et la santé, notamment on compte désormais plus de 35 fonds spéciaux. Les dépenses de ces deux fonds grimpent de 6,1 % en 2011-2012 et de 9,9 % l'année suivante.

Avec ces fonds, les déficits des établissements de santé et le service de la dette, les dépenses de Québec totalisent 84 milliards \$, une augmentation de 4 % par rapport à l'année 2010-2011.

Les chiffres de la dette sont plus transparents et révèlent la précarité des finances publiques. En 3 ans, l'endettement aura augmenté de 30 milliards, passant de 163 à 173 et 183 milliards en 2011-2012.

« On est dans nos cibles », a dit M. Bachand.

Pour freiner la dette, Québec versera le quart des redevances des richesses naturelles au Fonds des générations. Mais par rapport au PIB, la dette atteint encore un record de 55 %.

18 mars 2011 | Le Droit

Je me souviens de quoi ?

M. Pelletier (LeDroit, édition du 16 mars) semble jeter toute son identité québécoise dans la survivance du crucifix. Si on enlève les crucifix, alors je me souviens de quoi ? Où est passée mon identité ? Est-ce qu'on se souvient des soutanes qui déambulaient dans nos rues, des commerces fermés le dimanche, des mariages obligatoirement religieux, des baptêmes imposés par la religion, des messes obligées le dimanche, des systèmes scolaires confessionnels ? Si oui, pour les plus vieux, est-ce que cela manque vraiment à leur identité, et pour les plus jeunes, je pense qu'il n'y a rien qui manque à leur mémoire. J'espère que nous avons encore une identité québécoise qui ne réside pas seulement dans ces coutumes et symboles religieux. Ma mémoire, c'est mon histoire, ma culture, ma langue, l'égalité de la femme et de l'homme, et non pas des reliques d'un passé religieux rejeté par la majorité avec raison. Normand Rousseau,

Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

18 mars 2011 | Le Droit | JEAN-FRANÇOIS DUGAS

La mère Teresa de la dyslexie honorée

Suzanne Bonneville, présidente fondatrice et porte-parole de l'Association francophone de parents d'enfants dyslexiques (AFPED), recevra la Distinction June Callwood du gouvernement de l'Ontario qui vise à honorer « sa contribution bénévole exceptionnelle. » L'honneur souligne les cas exemplaires de leadership, d'innovation et de créativité relevés au sein des organismes d'action bénévole et de service.



JEAN-FRANÇOIS DUGAS, Ledroit

Suzanne Bonneville, présidente fondatrice de l'Association francophone de parents d'enfants

dyslexiques.

Mme Bonneville, une enseignante à la retraite, se consacre coeur et âme, et avec un budget limité, depuis une dizaine d'années pour sensibiliser les gens aux réalités des troubles d'apprentissages et de la dyslexie.

C'est pour venir en aide aux parents angoissés par ces handicaps invisibles et limités par les services existants qu'elle a justement fondé l'AFPED en 1998, la seule de son genre en Ontario.

« Il y a tellement de parents qui souffraient et qui ne savaient pas où donner de la tête. Je voulais briser l'isolement, à la fois de la famille et de l'enfant. Trouble d'apprentissage ne veut pas dire déficience intellectuelle », dit-elle.

Son dévouement acharné lui a même valu le surnom de mère Teresa de la dyslexie. Grâce à l'AFPED, l'experte-conseil en troubles d'apprentissage et en littératie apporte aussi un appui et fournit des outils d'intervention aux parents d'enfants dyslexiques. L'accent est mis sur le dépistage précoce ainsi que les différentes stratégies de rééducation qui favorisent la lecture et à l'écriture.

La Distinction June Callwood lui sera remise le 15 avril prochain lors d'une cérémonie à Toronto.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

18 mars 2011 | Le Droit

LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

Dans le cadre des Journées de la persévérance scolaire tenues du 14 au 18 février, les élèves de l'école St-Laurent de Buckingham ont participé à une activité qui consistait à rendre hommage à ceux et celles qui encouragent les élèves dans leur parcours scolaire.

Tous les élèves de l'école ont eu l'occasion de produire un message de remerciement à des personnes comme des parents, des enseignants ou des amis qui les aident à persévérer et à aimer l'école.

Ces témoignages ont été écrits sur une petite affichette en forme de coeur qui fut, par la suite, affiché sur un des murs du gymnase.

Caroline Abel, éducatrice spécialisée, et Gaëtan Cantin, directeur de l'école, ont salué cette initiative.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

18 mars 2011 | Le Droit

LA PETITE HISTOIRE DE L'EST ONTARIEN SUR LA TOILE

À l'aube de ses 100 ans, un pionnier de la Fromagerie StAlbert a été honoré récemment par les artisans de la coopérative dans le cadre de son assemblée générale annuelle.

Henri Bourgeois, qui célébrera son centenaire le 11 septembre prochain, est le dernier survivant de l'équipe qui avait milité contre la vente de la fromagerie dans les années 1950 alors qu'elle éprouvait des problèmes financiers.

« Il a beaucoup travaillé pour la coopérative dans une période où celle-ci connaissait des problèmes financiers. Au moment où d'autres auraient pu être tentés de vendre et de laisser tomber, lui s'est levé sur sa chaise pour s'exclamer : ' La Fromagerie n'est pas à vendre ! ' » , souligne Réjean Ouimet, directeur général de la coopérative.

M. Bourgeois dit se rappeler de cette époque avec un brin de nostalgie, mais aussi de fierté en constatant le cheminement de la Fromagerie au fil des ans. Le pionnier est toujours un client régulier d'ailleurs ! Le principal intéressé a reçu une plaque et des cadeaux à l'effigie de la Fromagerie pour le remercier de ses efforts soutenus.

« C'est le dernier d'une grande bataille qui nous permet d'être là où on en est aujourd'hui », soutient M. Ouimet.

Jean-François Dugas, LeDroit

L'historien non officiel d'Embrun, Jean-Maurice Fillion, s'aventure sur la toile pour raconter la petite histoire de Hawkesbury et de l'Est ontarien.

Le blogue de Jean-Maurice publie depuis quelques semaines une série d'articles sur des événements qui ont marqué la période de 1965-1987 à Hawkesbury et dans la région de Prescott et Russell.

Il s'agit de la période au cours de laquelle M. Fillion a oeuvré à titre de journaliste, chef de l'information et rédacteur en chef au journal Le Carillon de Hawkesbury. Le blogueur Fillion s'inspire des archives de ce journal pour effectuer un retour sur hier et rappeler à ses lecteurs quelques moments qui ont marqué la petite histoire de la région pendant cette période.

Dans les années 2000, M. Fillion a aussi signé la chronique La Minute hebdomadaire, où il mettait en valeur le patrimoine de la région dans l'hebdomadaire Le Reflet d'Embrun. On peut trouver son blogue au <http://jmfillion.wordpress.com>.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

18 mars 2011 | Le Droit

NIQAB À LA COUR SUPRÊME

La Cour suprême du Canada accepte d'entendre la cause d'une femme ayant voulu porter un niqab lors de son témoignage à un tribunal. La femme, connue sous les initiales N.S., devait témoigner contre deux proches qu'elle accuse de l'avoir agressée sexuellement. L'affaire s'est retrouvée devant la Cour d'appel de l'Ontario, qui a jugé que les témoins portant le voile couvrant le visage doivent le retirer à la barre, mais seulement si le fait de le porter menace véritablement le droit des accusés à un procès équitable. Hier, la Cour suprême a accepté d'entendre l'appel de la femme.

La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

18 mars 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI | porfali@ledroit.com

Trois ans plus tard, enfin un espace

C'était l'une des 31 recommandations présentées dans le rapport du Groupe de travail sur les programmes et services en français de l'Université d'Ottawa, en 2008 : créer un espace où la francophonie pourrait être mise en valeur à l'Université.



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Victor Simon, vice-recteur aux ressources de l'Université d'Ottawa.

Trois ans plus tard, cet espace a vu le jour. Le Carrefour francophone de l'Université d'Ottawa a été inauguré, lundi soir, dans l'un des locaux situés près du salon au rez-de-chaussée du Centre universitaire.

L'endroit doit permettre à la communauté universitaire d'accéder à différentes ressources en français, d'échanger et de participer à des activités en français ainsi que d'obtenir des renseignements sur les organismes communautaires francophones de la région d'Ottawa.

« La francophonie ne peut et ne doit pas se vivre qu'au Carrefour. On ne conçoit pas cet espace comme le seul où les francophones s'expriment dans cette langue », précise le vice-recteur aux ressources, Victor Simon.

À remplir

Pour l'instant, on y trouve quelques tables, des chaises, une vitrine et de petits drapeaux. Ce sera à la communauté francophone de l'université de se l'approprier, d'expliquer Gwen Madiba, porte-parole de la 4e Semaine de la francophonie, qui se déroule jusqu'à samedi à l'Université.

« Parfois, effectivement, nous sommes obligés de créer de tels espaces. Dans un campus bilingue où l'anglais prend parfois le dessus, c'est important d'avoir un endroit pour célébrer la francophonie », ajoute la jeune femme.

Cette année, le thème de la Semaine était Une langue riche de ses accents, soulignant la diversité culturelle et linguistique de la francophonie.

L'Université d'Ottawa a été la cible de critiques sévères, en mars 2006, lorsque 68 professeurs, chercheurs, étudiants et dirigeants de la francophonie ont fait une sortie pour dénoncer la politique de bilinguisme de l'établissement qui, selon eux, a mené au recul du français et à l'anglicisation de l'université fondée en 1848.

Aujourd'hui, le vice-doyen Simon est d'avis que les choses se sont quelque peu améliorées.

« Le rapport concluait que nous devons nous ouvrir vers la communauté francophone d'Ottawa, et c'est ce que nous faisons », dit-il.



L'Université d'Ottawa compterait 13 000 étudiants francophones.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 18 Mar 2011 | Ottawa Citizen | By matthew Pearson

Students sleep outside in bid to end homelessness

Carleton foursome build rough shelter and beg for their food for five days

A group of Carleton University students has a new appreciation for the plight of homeless people after sleeping outside and living without the creature comforts of home this week.

The four students have been taking part in Five Days for the Homeless, a campaign more than 20 business schools are participating in to give students a better sense of the challenges homeless people in Canada struggle with.

The students have slept in a makeshift shelter outside Carleton's University Centre since Sunday. They've still gone to class and have blogged about the experience, but haven't showered or used Facebook and have only eaten food that people donated.

Together with a group of students from the University of Ottawa, they hope to raise \$15,000 for Operation Come Home, a non-profit organization designed to serve Ottawa's street youths, before the campaign wraps up Friday afternoon.

Dressed in several layers and wearing winter boots, fourth-year student Mark Featherstonhaugh said he and his classmates began by building a shelter using wood pallets, cardboard boxes and a tarp donated by one participant's parents.

They filled abandoned milk crates with snow and used them to build walls.

At 4 a.m. Monday, the tarp blew off and Featherstonhaugh had to get out of his warm sleeping bag to tie it down again. "Even after one night, I have such an appreciation for the struggles and hardships (homeless people) go through," he said.

That appreciation deepened Thursday after the Carleton students were paid a visit by six youths who have participated in Operation Come Home programs.

"Getting first-hand accounts of their experiences gave us a whole new perspective," Featherstonhaugh said, adding he couldn't fathom how people survive on the streets for longer than a week. "What we're doing pales in comparison to what they've done."

Although he acquired some outdoor camping skills in high school, Featherstonhaugh said this week was hard to prepare for. "There's no preparation we've had in our lives that can prepare us for this. It's out of our comfort zone."

Aside from overnight rain one night and cool temperatures, the weather has been co-operative, he added.

At one point Lauren Gouchie, Aisling McCaffrey and Meha Sethi were sitting on milk crates and begging passersby for change.

"People have been very generous," Gouchie said, pointing to a large jug slowly filling up with spare change, plus \$10 and \$20 bills.

McCaffrey said she grew up in Barrhaven and was quick to admit she has had it pretty easy in her life so far. However, the second-year business student said the project brought to life lessons about corporate social responsibility and may influence the causes she would support down the road once she's established. She said the project will help her and her fellow students realize that other young people in the community didn't have that safety net.

Donations to the campaign can be made at 5days.ca by selecting Ottawa (Carleton University or University of Ottawa) from the menu.

The Five Days for the Homeless campaign aims to increase awareness of the issue of homelessness and to raise donations for charitable organizations supporting homeless and at-risk youth across the country.

It was founded at the University of Alberta School of Business in 2005 and then spread.

In 2010, 19 participating business schools raised \$182,989 for charities across the country. The campaign has raised \$521,668 since its inception.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 18 Mar 2011 | Ottawa Citizen

Curriculum change needed

Re: Students know little of wars, March 15.

As a teacher in the intermediate grades, I'm not the least bit shocked to hear that a "bare majority ... know at least a moderate amount" about modern Canadian history and military service.

Primary and junior students would likely struggle with the realities of war and peacekeeping. Intermediate students in our elementary system spend three years learning about New France, British North America and other insignificant issues of the life of a settler. The First World War is mentioned in only one part of Grade 8 history, while military history beyond that is non-existent.

With such a curriculum, why would a researcher be shocked to find that our students know more about canoes, fur trade, and les voyageurs than the men and women who have risked their lives for freedom? Wouldn't our students benefit more from understanding why their parents have served in Afghanistan and Bosnia, and why their grandparents served in Korea, rather than why the Canadian beaver is wary of trappers? Perhaps a change in the curriculum is what's truly required.

JoDy ShADDiCK,
Chalk River

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.